

Décision individuelle N° 2021-194

Pétitionnaire : SYNDICAT MIXTE DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE LA VESUBIE ET DU VALDEBLORE, représentée par DELAHAYE Antoine, directeur
Adresse : 147 boulevard du Mercantour, BP 300, 06201 NICE cedex 01
Nature de la demande : Nature d'opération (référence textuelle au régime du décret)
Intitulé du projet : Demande de remise en état des clôtures, et aménagements temporaires destinés à séparer la zone d'accueil du public et les zones de travaux
Localisation : Centre Alpha, parcelle n°9 section M commune de Saint-Martin-Vésubie

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.211-1, L.331-4, R.214-44, R.331-18 et R.331-19,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13, 14 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 23 juin 2021,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 14 juin 2021 par Monsieur Antoine DELAHAYE, directeur du SYNDICAT MIXTE DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE LA VESUBIE ET DU VALDEBLORE,

Considérant que la demande de travaux a pour objet la remise en état et l'adaptation des clôtures existantes, ainsi que des aménagements temporaires destinés à séparer la zone d'accueil du public et les zones de travaux

Considérant que le dossier présentait également des travaux concernant le bâtiment « La forge » et la déconstruction de l'ancienne vacherie Sud, mais qu'avec l'accord du pétitionnaire et afin d'instruire au plus vite les demandes présentant un caractère d'urgence (au regard de l'ouverture souhaitée au public au 15 juillet 2021), ces travaux font l'objet d'une instruction en parallèle et ont été sortis de la présente décision,

Considérant que ces travaux sont nécessaires à l'accueil du public, pour une activité commerciale autorisée par le décret au titre de la « gestion des sites touristiques »,

Considérant l'implantation de ces clôtures en dehors du lit migratoire du torrent,

Considérant la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Le SYNDICAT MIXTE DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE LA VESUBIE ET DU VALDEBLORE, représenté par Monsieur Antoine DELAHAYE, directeur, est autorisé à réaliser les travaux de remise en état et d'adaptation des clôtures existantes, ainsi que des aménagements temporaires destinés à séparer la zone d'accueil du public et les zones de travaux sur le Centre Alpha, parcelle n°9 section M commune de Saint-Martin-Vésubie .

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives aux travaux de modification ou renforcement des clôtures*

2.1. Lors de l'installation des clôtures « de liaison » ou de la réfection des parties endommagées de la clôture périphérique, les affouillements nécessaires à l'ancrage dans le sol de chaque poteau seront réduits au maximum.

Les matériaux issus de ces affouillements seront régalez sans tassement à proximité immédiate, à l'intérieur de l'enceinte du Centre Alpha.

2.2. Pour les clôtures « de liaison », le coulage de béton au pied de chaque poteau est autorisé afin d'en assurer les fondations ; aucun résidu ou surplus de mortier ne doit être laissé sur place à la finalisation du linéaire de clôture concerné.

2.3. En cas de démontage des linéaires de clôture concernés, ces fondations devront être retirées du sol et les fosses rebouchés à l'aide de matériaux minéraux prélevés localement, sans délai.

- *Prescriptions relatives aux aménagements connexes, permettant un accueil sécurisé du public*

2.4. La palissade ou « claustrat » prévue pour délimiter la partie accessible au public sera réalisée en bois non traité.

2.5. Le module de toilettes sera raccordé au réseau d'assainissement collectif avant sa mise en service et l'ouverture des lieux au public.

Si ce raccordement n'est pas possible avant cette échéance, le module de toilettes devra être de type « toilettes sèches » ou « toilettes chimiques autonomes », sans aucun rejet solide ou liquide même compostable. L'ensemble des rejets sera stocké dans des contenants hermétiques et régulièrement évacués en dehors du cœur du parc national vers une installation de traitement autorisée.

- *Prescriptions relatives à la gestion générale du chantier de modification des clôtures*

2.6. L'ensemble des matériaux nécessaires aux travaux sera stocké à l'intérieur de l'enceinte du Centre Alpha et de sorte à limiter au maximum les risques de lessivage et de dispersion par les aléas météorologiques, la petite faune sauvage ou les autres usagers des lieux.

2.7. En cas d'utilisation de béton, celui-ci sera réalisé de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances et de dispersion de résidus solides soient réduits au maximum :

- mélanges réalisés sur des revêtements étanches ou à défaut de bétonnière, dans des bacs étanches ;
- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le milieu naturel ;
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée

2.8. Pour l'accès des engins et matériaux aux lieux d'intervention inaccessibles directement par une voie pré-existante, la création ou l'aménagement de voies nouvelles ne sont pas autorisés.

2.9. La présente ne vaut pas autorisation d'hélicoptage à des fins d'approvisionnement du chantier. Pour les éléments et volumes les plus lourds et/ou encombrants, les hélicoptages nécessaires à leur transport devront faire l'objet de demandes d'autorisation ultérieures dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur dans le cœur du parc national.

2.10. En cas de besoin, les engins de type bétonnière, compresseur et groupe électrogène nécessaires aux travaux seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué. S'ils sont positionnés en extérieur, ceux-ci seront installés sur des revêtements étanches ou sur des tapis absorbants pour éviter toute fuite dans le milieu, de même que le réservoir d'hydrocarbure.

2.11. L'intégralité des résidus de matériaux et des déchets liés au chantier de modification des clôtures, y compris sur les emplacements de stockage temporaire, devra être collectée et évacuée en-dehors du cœur de parc vers une installation autorisée.

Tout brûlage de résidus ou déchets est interdit.

- *Prescription relative aux travaux sur le bâtiment Nord de la Vacherie de Cerise*

2.12. La présente décision ne vaut pas autorisation de procéder à des travaux de réfection des fondations du bâtiment nord de la Vacherie, dit « La Forge ».

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période du 21 juin au 15 juillet 2021, exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur, notamment au titre de l'urbanisme, des risques et de l'accueil du public.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 23 juin 2021

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial Vésubie - PNM
- N. SIEFERT – PNM
- A. DELAHAYE - CD06
- A.MAGRIN, N. ALLEMAND, L.DESMAISONS - DDTM06

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.